

<u>DECISION DU PRESIDENT PRISE PAR DELEGATION</u> DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LACO-ORTHEZ

Le Président :

Vu la délibération du 22 mai 2014 par laquelle le conseil de la communauté de communes de Lacq-Orthez l'a chargé, par délégation et pour la durée de son mandat, de prendre les décisions prévues à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, dans les limites des compétences de la communauté de communes,

Vu la délibération du 10 juin 2010 reçue en Préfecture des Pyrénées Atlantiques le 23 juin 2010 décidant la réalisation d'un ensemble immobilier destiné à accueillir des professionnels et des entreprises de santé sur la commune d'Artix,

Vu la demande déposée par la Société des Maisons de Santé pour Diabétiques dite « CLINIQUE PRINCESS » d'occuper un local situé dans la Maison de la santé à Artix deux jours par semaine,

DECIDE

<u>Article 1</u>: de conclure avec Mme GOISNARD Jessica, représentante de la société, un bail professionnel pour un local à usage de cabinet médical composant le **lot n° 7** de 25,40 m² et 32/1000ème de la propriété du sol et des parties communes générales et **1/3 du lot n°8** de 36,50 m² et 1/3 de 45/1000ème de la propriété du sol et des parties communes générales liées au lot 8 de la Maison de la santé à Artix.

<u>Article 2</u>: de préciser que ce contrat est conclu pour une durée d'une année commençant à courir le 21 janvier 2019.

Article 3 : de préciser qu'à défaut de congé donné par lettre recommandée avec avis de réception au moins 3 mois avant la date anniversaire du bail, le contrat sera reconduit tacitement pour la même durée.

Article 4: de fixer le montant du loyer mensuel à 260 € HT pour une occupation de deux jours, soit un loyer annuel de 3 120 € HT indexé sur l'indice national du coût de la construction en prenant pour base l'indice du 1^{er} trimestre 2018 qui s'est élevé à 1671.

Article 5 : il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire

Fait à Mourenx, le 21 décembre 2018

Jacques CASSIAU-HAURIE



- Par publication ou notification le 27/12/2018
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/12/2018